

Introduction du Recteur au discours de M. Philippe HENRY, étudiant à l'Université de Liège, Président de la Fédération des étudiants francophones (F.E.F.)

Il est banal, mais parfois utile, de rappeler que l'Université est une communauté dont les deux grandes composantes, celles que lui donnent son sens, sont, d'une part, les enseignants-chercheurs, d'autre part, les étudiants. A l'origine, le mot université désigne une association, une corporation. Dès le Moyen Âge, on trouve, soit des universités d'enseignants, qui se chargent d'attirer les étudiants, soit des universités d'étudiants désireux d'apprendre et qui recrutent leurs professeurs. L'*Universitas* (de *doctores* ou de *studentes*) organise le *studium*, l'apprentissage.

Les Etats centralisateurs, les administrations, les indispensables interventions publiques dans les budgets ont gommé toute cette tradition. Mais il est bon de revenir de temps à autre aux sources, à cette vie commune voulue par des gens désireux d'apprendre et par des gens reconnus capables d'instruire.

Les relations contractuelles entre les uns et les autres ne furent pas toujours faciles. Il arrivait que les enseignants soient exclus de toute décision importante de l'Université ou qu'ils soient remerciés — les étudiants ne les payaient plus — pour incapacité. Mon collègue Franz BIERLAIRE me rapportait qu'aujourd'hui encore, les étudiants de Dundee élisent un recteur qui n'est pas sans pouvoir sur la vie de l'Université. Peter USTINOV a rempli cette tâche il y a quelques années. Une formule latine résume bien l'esprit originel des relations étudiants-enseignants; un de ces derniers résumait ainsi son rôle envers les étudiants : *praesum et subsum* — je suis leur chef et leur serviteur ; je les dirige et je les sers.

Le dialogue des deux groupes fondamentaux de l'Université, je ne l'ai connu personnellement que sous deux formes, si l'on peut parler à leur sujet de dialogue. Ce fut, quand j'étais étudiant, son absence quasi totale, puis, il y a environ 25 ans, ce que l'on a appelé la contestation; dialogue, certes, mais souvent de sourds. Cette agitation a du moins eu le mérite, après sa phase aiguë, d'aboutir à une représentation, à une participation étudiante dans certains organes des universités. Mais soyons francs : à part quelques rarissimes contestataires systématiques et nostalgiques, et donc peu constructifs, une ennuyeuse apathie s'est rapidement installée.

Cela change, et il faut s'en réjouir, car nous avons affaire, semble-t-il, à un désir de vrai dialogue, comme aux temps lointains. C'est pourquoi je suis heureux d'accueillir à cette tribune Philippe HENRY, étudiant liégeois qui a présidé la Fédération de nos cercles étudiants et qui vient d'être élu Président de la Fédération des étudiants francophones (F.E.F.).



Discours de M. Philippe HENRY

Pour une participation responsabilisante

Madame et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Recteur,
Monsieur le Vice-Recteur,
Mesdames et Messieurs les Professeurs,
Chers étudiants,
Mesdames, Messieurs,

Réforme des études universitaires, manifestations étudiantes, propositions du Secrétariat d'Etat à la Coopération, problèmes de financement... les causes ne manquaient pas, qui auraient pu trouver ici une tribune intéressante, et constituer ainsi le sujet de ce **premier** discours étudiant à notre rentrée académique.

Je ne m'éterniserai pas non plus davantage sur des problèmes logistiques et quotidiens tels que la surpopulation de certains auditoriums obligeant les étudiants concernés à arriver plus d'une demi-heure à l'avance, le problème des parkings payants au CHU pour les étudiants en médecine, le fait que le manque de locaux se fasse cruellement sentir, notamment pour de nombreux cercles étudiants, ou encore la problématique de l'édition des syllabi, remplacés par certains professeurs peu scrupuleux par de véritables livres de librairie, avec prix à l'avenant.

Ces inquiétudes nous ont d'ailleurs amenés à demander la création d'un conseil des affaires étudiantes, réunissant étudiants et autorités pour résoudre ce type de problèmes très concrets mais néanmoins préoccupants.

Ceci dit, nous avons plutôt choisi de vous donner notre opinion quant au rôle de l'Université et à la place que devrait y trouver l'étudiant; et aussi quant aux responsabilités de ce dernier.

C'est une coïncidence que ce premier discours fasse suite aux mouvements étudiants un peu bruyants du printemps dernier. Et cela me donne une occasion d'essayer de redéfinir — tout en allant à l'essentiel — les objectifs de ce mouvement.

Synthétiquement, on peut dire que le mouvement étudiant s'articule autour de deux grands axes : la démocratisation et la qualité de l'enseignement.

Par démocratisation, nous entendons une égalité d'accès pour tous à l'enseignement et aussi à la réussite, mais aussi beaucoup plus que cela : il s'agit d'une vision différente de la manière dont devrait être dispensé l'enseignement, une démocratisation des cours en quelque sorte. Cela passe bien sûr par une remise en cause du rôle du professeur; non que nous remettons en doute ses capacités et connaissances techniques, mais nous lui demandons de les mettre au service de la formation, au sein d'une perpétuelle remise en question, plutôt que d'assujettir l'étudiant à un savoir déjà construit et rigide. Concrètement, cela passe sans doute par : moins de cours magistraux au profit de discussions, des confrontations entre plusieurs techniques ou tendances autour d'un même problème, un certain nombre de travaux de groupes, notamment. Mais priorité des priorités, cela demande de placer l'enseignement au centre des préoccupations du corps professoral. Evidemment, c'est ici que prend tout son sens ce mot entendu dans la bouche d'un professeur, (je cite) : "L'Unif, c'est bien; dommage qu'il y ait les étudiants".

Par qualité, nous entendons bien sûr la qualité technique de la formation (technique au sens large), mais aussi la manière dont l'enseignement incite l'étudiant à s'ouvrir sur le monde, à s'interroger sur le but de son action, à avoir des contacts avec les autres Facultés, à pouvoir formuler des hypothèses, simplement à se prendre en charge.

Tel que défini, l'enseignement que nous demandons ne peut être que plus exigeant, mais exigeant différemment.

Et ce n'est qu'au travers de ces deux grands principes — démocratisation et qualité — que la participation étudiante prend tout son sens.

Participation, voilà un terme bien galvaudé. Synthétiquement, on peut le définir comme étant la manière dont l'étudiant s'implique dans sa formation et son institution.

Il ne s'agit donc pas ici de réduire la participation à la représentation des étudiants dans les différents niveaux de pouvoir, et aux moyens attribués aux organisations représentatives pour réaliser leurs objectifs; il s'agit aussi de l'implication de chaque étudiant dans sa propre formation.

Citons quelques exemples pour illustrer ce tableau :

- Combien d'étudiants de candis se sont déjà rendus dans une bibliothèque de l'Université ?
- Combien de jeunes diplômés ont-ils été confrontés — ne fût-ce qu'une fois — à des étudiants d'une autre Faculté que la leur, pour discuter d'un même problème ?
- Combien de temps dans la formation est consacré au travail personnel par rapport à celui consacré à l'assimilation d'une matière ?

On reproche régulièrement au mouvement étudiant d'être théorique, idéaliste ou utopiste, c'est selon. Idéalistes, nous le sommes certainement; utopistes, nous nous en défendons. Quant à l'aspect théorique, soyons dès lors très concrets, et **formulons cinq propositions précises en matière de participation étudiante** :

1. l'organisation d'une information complète des nouveaux étudiants sur leur environnement à leur arrivée à l'Université;
2. la mise à disposition de moyens pour la formation des délégués;
3. la mise sur pied d'une évaluation pédagogique régulière et généralisée de l'enseignement, par les étudiants et en collaboration avec l'institution;
4. le développement de rencontres ou de travaux de groupes interfacultaires, permettant d'éclairer un problème simultanément sous tous ses aspects; par exemple dans le cadre d'un mémoire de fin d'études;
5. l'association des étudiants aux événements de leur université; à titre d'exemple, combien sommes-nous aujourd'hui dans cette salle ? Non pas que les étudiants n'aient pas été invités, mais a-t-on seulement réservé des places à leur intention ?

Au niveau étudiant, nous sommes également stupéfaits de constater la différence d'évolution entre le monde de l'Université et celui des entreprises. Si bien sûr — et je pèse ici mes mots — il est exclu de comparer ces dernières aux universités en ce qui concerne les objectifs, les intérêts et les motivations, il n'en reste pas moins qu'elles se tournent progressivement vers de nouvelles méthodes de travail, basées sur des conceptions révolutionnaires d'organisation, de qualité et de relations humaines dont l'Université ne devrait avoir aucune honte à s'inspirer. Bien au contraire, si la préoccupation de l'universitaire doit rester l'enseignement et la recherche, il doit tout faire pour augmenter son efficacité dans la réalisation de ces objectifs.

Parallèlement, il est étonnant que des recherches très intéressantes soient menées en pédagogie, que des expériences différentes et concluantes soient conduites dans d'autres pays (européens ou non), et que, dans les faits, peu d'entre elles soient réellement appliquées à notre enseignement. Il en est ainsi, par exemple, de la notion de modules de cours capitalisables, permettant de se réorienter facilement entre les différentes sections, mais surtout de pouvoir construire — dans une certaine mesure bien sûr — son propre programme de formation, avec un rythme approprié.

Comme vous le voyez, le thème de ce discours n'est pas très original : il a été développé par d'autres en d'autres lieux, semblant toujours rallier hypocritement la majorité des voix; hypocritement, car il reste fondamentalement marginal dans les faits. Si des professeurs et des assistants — il y en a et nous en connaissons — font des efforts pour ne pas axer leurs cours seulement sur la maîtrise des connaissances, mais aussi sur l'éthique de ce qu'ils enseignent, il n'en reste pas moins que la philosophie du cursus universitaire — et cela dans toutes les universités de la Communauté Française — n'est pas très flexible, ni tournée vers les réalités du monde. Autrement dit, quelle que soit la discipline d'études, il ne suffit pas d'apprendre comment on peut réaliser certaines choses, mais aussi quand et surtout pourquoi on les réalise. Il est également indispensable de saisir la complémentarité des différentes disciplines.

Et c'est peut-être pour cela, Monsieur le Ministre, que c'est la première fois, comme vous dites, que des étudiants s'intéressent au financement de leur université; rectifions le tir une fois pour toutes : indépendamment de la revendication indispensable d'un refinancement de notre enseignement, les calculs budgétaires et comptables ne sont pas notre tasse de thé, nous refusons même de nous enfoncer dans ce genre de débat techniciste où le mouvement étudiant — face à de colossales administrations — n'a aucun moyen de débat réel. Mais si nous voulons intervenir, c'est parce que la manière dont est financée notre Université influence directement — et c'est normal dans le contexte budgétaire que nous connaissons — la manière dont est organisé et dispensé l'enseignement.

La Fédé — au sein de la Fédération des étudiants francophones — propose de nombreuses pistes pour trouver de nouvelles recettes, ou alléger les dépenses : nous ne pourrions comprendre qu'elles soient définitivement écartées, sans explication valable.

Et je me permets de compléter encore cet appel au dialogue : chacun d'entre nous a pu lire et entendre les conclusions du monde politique face au désintérêt des jeunes — et moins jeunes, d'ailleurs — devant la chose publique et l'intérêt sociétal. Mais ne faut-il pas alors, justement, répondre à l'appel lorsque ceux-ci se structurent en organisation représentative et font des propositions aux décideurs politiques ? Ou devrions-nous en déduire que si les réponses ne furent pas, c'est peut-être que nos propositions ne sont pas si stupides, mais simplement dérangeantes ?

Outre un possible décret sur le financement, l'année académique qui commence sera également marquée par un grand travail de concertation entre les différentes universités de la Communauté Française. En effet, la réforme dite des grades académiques, votée fin juin malgré la contestation étudiante, mais amendée dans notre sens sur plusieurs points, va devoir être organisée dans les faits.

Voilà l'occasion rêvée de nous montrer que la participation est vraiment le souhait de tous. Voilà l'occasion d'installer un vrai dialogue constructif.

Mais pas seulement en nous mettant au pied du mur, s'il vous plaît; aussi en encourageant par tous les moyens possibles un engagement participatif du plus grand nombre, tant étudiants que professeurs d'ailleurs.

Vous-même nous avez fait part, Monsieur le Recteur, de vos désirs de voir les programmes de cours allégés en ce qui concerne les matières spécifiques pour ouvrir la voie à plus d'ouverture, de rencontres et de réflexion. Nous ne pouvons évidemment qu'abonder dans votre sens, au regard de tout ce qui a été dit plus haut. Et dans un tel esprit d'ouverture, la participation devrait découler de soi. Mais bien sûr, un tel changement de cap nécessite de se donner les moyens de permettre aux étudiants de compléter leur formation — ou plutôt de se former — à côté des cours dits techniques. Mieux encore, c'est au sein même des cours qu'il s'agit de favoriser l'esprit d'ouverture, la concertation et le questionnement.

Dans ce cadre, nous ne pouvons que nous réjouir de la remise sur pied d'un Conseil général des études, dans lequel nous sommes bien décidés à nous investir. Je profite d'ailleurs de l'occasion pour remercier notre Recteur et notre Vice-Recteur pour la confiance qu'ils ont bien voulu mettre dans notre mouvement, le temps qu'ils y ont consacré, et les moyens qu'ils ont mis à notre disposition. Pour l'anecdote, nous avons même eu l'occasion de les accueillir à notre week-end du mouvement étudiant, auquel ils avaient tous deux accepté de participer. Je suis heureux de constater qu'un dialogue et une concertation réels, base de toute évolution positive, se sont installés.

Résumons-nous :

Une Communauté Française en mal de financement.
Une structure — notre Université — un peu défraîchie.
Des étudiants pas toujours enclins à la participation.
Une société en mal de citoyenneté.
Mais aussi un certain nombre de personnes de bonne volonté.

Nous voilà devant un magnifique défi : celui de construire — ensemble et contre vents et marées — un enseignement résolument moderne, démocratique, de qualité et basé sur la participation.

Monsieur le Ministre, Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les Professeurs, osez remettre en cause notre Université; ayez l'audace de redonner espoir à nos chercheurs et nos étudiants.

Quant à nous, étudiants, impliquons-nous, questionnons-nous, et intéressons-nous à ce monde qui nous entoure : notre monde !

Je vous remercie.